

NOMINATION

Porter Goss, le patron de la CIA, veut en découdre avec la France



Porter J. Goss est vétéran de l'action secrète. Il a appartenu pendant deux ans aux services secrets de l'Army et, au moins pendant onze ans, à la direction des opérations de la CIA. Il a notamment exercé ses talents en France à la fin des années 60. Après avoir joué un rôle étrange auprès des talibans à la veille des attentats de 2001, il a co-présidé une commission d'enquête pour disculper la CIA. Puis, il a beaucoup critiqué l'influence de la France sur la scène internationale. Il vient d'être nommé directeur de la CIA par son ami George W. Bush, membre comme lui des Skull & Bones.

page 2

Un moment de vérité risqué pour Israël

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le *Jerusalem Post* ouvre le débat sur un éventuel référendum en Israël pour approuver ou infirmer le plan Sharon de retrait unilatéral de Gaza. Ammon Rubinstein du Shinoui se prononce pour ce type de consultation, tandis Shlomo Avineri, proche de Washington, s'y oppose. En effet, donner la parole aux Israéliens risque de révéler le caractère factice de la démocratie israélienne et il s'ensuivrait un moment de vérité que nul ne pourrait contrôler.

page 7

REPÈRE : 23 SEPTEMBRE 1327

L'abomination du roi Edouard le Deuxième

En Angleterre, le règne d'Edouard le Deuxième est marqué par la défaite contre les Écossais qui disloque le royaume et ouvre la porte aux révoltes des barons. Parmi les conseillers du roi, le fougueux gascon Piers Gaveston affiche ouvertement son homosexualité - et sa relation intime avec le roi. La reine Isabelle, fille du roi de France Charles IV, organise alors un coup d'État avec l'aide de son amant, le baron Mortimer. L'armée de Gascogne débarque en janvier 1327 et force Edouard à abdiquer à la pointe de l'épée. Piers Gaveston est torturé et exécuté selon la méthode réservée aux « *licencieux* », on lui broie le sexe entre deux meules, puis on lui arrache les intestins à vif avant de lui verser du plomb brûlant dans la bouche. Huit mois plus tard, le 23 septembre 1327, le tribunal ecclésiastique rend son verdict. Edouard sera exécuté le jour même selon la méthode prévue pour les « *crimes d'abomination* ». Il est empalé sur une barre de fer incandescente. Dans sa chronique, l'historien médiéval Baker écrit : « *Ainsi nous avons rejeté loin de nous le vice français, pays peuplé d'abominables pervers, séducteurs et parfumés* ». ■



LES ÉTATS-UNIS VONT LIVRER À ISRAËL 5000 BOMBES À GUIDAGE SATELLITE

Dans le cadre des accords d'assistance militaire à Israël, dont le budget pour cette année s'élève à 2,16 milliards de dollars, les États-Unis s'apprentent à livrer 5000 bombes lourdes à guidage de précision assisté par GPS (notre photo), dont 500 bombes d'une tonne à pénétration profonde utilisées pour atteindre des installations souterraines. Cette livraison correspond à l'arsenal nécessaire pour une opération massive de deux ou trois jours de Tsahal visant les réacteurs nucléaires en construction, les sites d'enrichissement d'uranium et les systèmes de défense militaire iraniens.

L'Iran maintient qu'il ne cherche qu'à développer une source d'énergie fiable pour son réseau électrique. La limitation de sa consommation domestique de pétrole lui assurerait proportionnellement d'importants bénéfices à l'export, renforçant sa position régionale face à Israël et aux troupes US stationnées en Irak.

En cas de frappes israéliennes contre ses installations nucléaires civiles, Téhéran a fait savoir qu'il riposterait en détruisant les installations nucléaires militaires israéliennes avec les conséquences que l'on peut imaginer. ■

Nomination

Porter Goss, le patron de la CIA, veut en découdre avec la France

Porter J. Goss est vétéran de l'action secrète. Il a appartenu pendant deux ans aux services secrets de l'Army et, au moins pendant onze ans, à la direction des opérations de la CIA. Il a notamment exercé ses talents en France à la fin des années 60. Après avoir joué un rôle étrange auprès des talibans à la veille des attentats de 2001, il a co-présidé une commission d'enquête pour disculper la CIA. Puis, il a beaucoup critiqué l'influence de la France sur la scène internationale. Il vient d'être nommé directeur de la CIA par son ami George W. Bush, membre comme lui des Skull & Bones.



Porter Goss est né le 26 novembre 1938 dans le Connecticut. Issu d'une famille presbytérienne aisée, il a pu poursuivre de brillantes études de grec ancien à la très puritaine université de Yale. Il s'y est doublement fait remarquer puisqu'il a été sélectionné, au cours de son cursus, par la CIA et les Skull & Bones. Avant même d'avoir passé son diplôme, en 1960, il était déjà intégré dans l'Agence de renseignement et dès ses études finies, il fut affecté au très secret stay-behind. Parallèlement, ses camarades les plus en vue, le sélectionnèrent, avec quatorze

autres étudiants de sa promotion, pour entrer dans le club le plus fermé de l'élite états-unienne, les Skull & Bones, dont ne faisaient pas encore partie George W. Bush et John Kerry [1].

De 1960 à 1971, Porter Goss travailla au sein de la Direction des opérations de la CIA, c'est-à-dire non pas comme agent de renseignement, mais comme opératif. Il ne dépendait pas de la hiérarchie classique, mais du réseau stay-behind et se trouvait, à ce titre, incorporé dans l'Army.

Bien que tout ce qui le concerne soit classifié, on sait par ses propres déclarations et diverses indiscretions, qu'il fut immédiatement affecté à « l'opération Mangouste ». Dès son arrivée à la Maison-Blanche, John F. Kennedy avait donné instruction de renverser Fidel Castro par tous les moyens. L'opération était dirigée par le général Edward Lansdale qui en rendait compte au chef d'état-major interarmes Lyman L. Lemnitzer et à l'attorney général Robert Kennedy. Trente trois actions furent planifiées, y compris l'assassinat du président cubain. Porter Goss participa au recrutement des mercenaires qui débarquèrent à la Baie des cochons. Après ce fiasco, « l'opération Mangouste » échappa à tout contrôle politique, le général Lemnitzer imaginant même d'organiser des attentats terroristes aux États-Unis et de les imputer aux castristes pour justifier d'une guerre contre Cuba (« Opération Northwood ») [2]. En définitive, John F. Kennedy ordonna la cessation soudaine de ces programmes après la crise des missiles, mais ses instructions ne furent pas totalement suivies d'effet.

Porter Goss fut alors affecté à la base JM/WAVE à Miami. Placé sous l'autorité du chef de poste Ted Shackley (ex-patron de « l'Opération Phoenix » au Vietnam), elle était située dans une grande propriété sous couverture du groupe Zenith Technological Enterprises. Elle disposait de ses propres avions et de sa base navale avec des vedettes rapides. Goss participa à JM/WAVE à la formation de Félix Rodriguez Mendigutia, qui devait traquer, arrêter et exécuter Ernesto Che Guevara en Bolivie, en 1967 [3].

Après avoir travaillé dans plusieurs États des Caraïbes, notamment Haïti, Saint-Domingue et le Mexique, Porter Goss fut affecté en France à la fin des années 60. On ignore totalement ce que furent ses responsabilités, on peut seulement déduire de ce que nous savons du stay-behind quels pouvaient être certains de ses correspondants français (Jacques Foccart, François Durand de Grossouvre etc.) [4].

Atteint d'une infection foudroyante qui le terrasse dans un hôtel londonien, il quitte le service opérationnel en 1971. Avec deux autres « anciens » agents de la CIA, il crée l'*Island Reporter* en Floride et fait fortune dans l'immobilier.

En 1974, il commence une carrière politique en se faisant élire maire de Sanibel (Floride). Bien que républicain, il se lie au gouverneur démocrate de l'époque, Bob Graham. Il est élu à la Chambre des représentants en 1988 et y a siégé jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire pendant 16 ans. À chaque scrutin, il obtient des scores de maréchal, de l'ordre de 70 % des voix.

En 1997, il devient président de la Commission du renseignement, poste à partir duquel il bataille pour l'augmentation du budget de la CIA. Très impliqué dans

le soutien à Taiwan face à la Chine, il critique sévèrement l'administration Clinton lors de l'affaire de l'espion chinois et tente d'étouffer l'affaire du bombardement « accidentel » de l'ambassade de Chine à Belgrade pendant la guerre contre la Yougoslavie. En 1998, il préside les auditions relatives au trafic de drogues auquel se serait livrée la CIA depuis les années 60. Il écarte jusqu'aux éléments recueillis par l'Inspection générale et disculpe l'Agence. La même année, il prend ses distances avec Newt Gingrich et consorts puis rejoint l'association des républicains modérés, le Republican Main Street Partnership.

Fin août 2001, il se rend au Pakistan avec deux autres parlementaires, Bob Graham et John Kyl, pour des entretiens avec le président Pervez Musharraf, le chef des services secrets (ISI) Mahmoud Ahmad, et l'ambassadeur des talibans Abdul Salam Zaeef [5].

Le 11 septembre 2001, Les trois mêmes parlementaires participent à un petit déjeuner de travail dans une pièce sécurisée au quatrième étage du Capitole. Ils y reçoivent le général Mahmoud Ahmad. L'entretien porte sur la production d'opium en Afghanistan. Il est interrompu par l'annonce des attentats de New York.

Le *Times of India* révélera ultérieurement que le général Mahmoud Ahmad a viré 100 000 dollars, en juillet 2001, sur le compte bancaire de Mohammed Atta, accusé par le FBI d'avoir dirigé les attentats du 11 septembre [6].

Dans les jours qui suivent, Porter J. Goss s'oppose à la création d'une commission d'enquête parlementaire et se consacre à soutenir le projet de loi sécuritaire présenté par John Ashcroft, l'USA Patriot Act [7]. Le document, particulièrement volumineux et complexe, a nécessité des années de préparation. Il a été tenu secret jusqu'aux attentats et est soudain déposé au Congrès comme s'il s'agissait d'une réponse immédiate à une situation de crise. Ashcroft, Goss et leurs amis instrumentalisent en fait la situation pour faire adopter une loi d'exception. Puis, il fonce à l'Assemblée générale de l'OTAN où il fait adopter une Déclaration sur la lutte anti-terroriste avec le soutien de son ami Pierre Lellouche [8].

Finalement, devant la pression de l'opinion publique, Bob Graham et Porter J. Goss s'accordent avec la Maison-Blanche et acceptent de former une Commission jointe des deux chambres pour enquêter sur « *les activités des services de renseignement avant et après les attentats* » (mais surtout pas pendant !). Le rapport final, terminé en décembre 2002, ne sera rendu public qu'après plusieurs mois de classification et la censure de nombreux passages, dont plusieurs pages qui seraient consacrées à l'Arabie saoudite. Vingt mois plus tard, le sénateur Graham publiera un livre, *Intelligence Matters*, dans lequel il affirmera que la Commission avait établi la responsabilité de l'Arabie saoudite dans le financement des attentats et que cette information a été censurée pour protéger les liens privilégiés unissant les Bush et des Saoud [9]. En définitive, ce rapport et cette polémique n'éclaircissent rien du tout et préparent l'opinion publique à une action contre l'Arabie saoudite sans apporter le moindre élément pour la justifier, uniquement en suscitant des rumeurs.

Pendant ce temps, les relations entre la CIA et la Maison-Blanche ne cessèrent

de se dégrader sur fond de mensonges justifiant la guerre contre l'Irak. Dans le cadre de l'affaire Valerie Plame, une agente dont l'identité avait été révélée à la presse par un collaborateur de George W. Bush, le patron de la CIA George Tenet assigne en justice le cabinet du président. En retour, la Maison-Blanche invite Tenet à « *démissionner pour raisons personnelles* ». Une courte période d'intérim est assurée par le directeur adjoint de l'Agence, John E. McLaughlin, avant que Porter J. Goss ne soit nommé pour le remplacer.

Cette désignation est vivement critiquée au Congrès. On lui reproche d'avoir fait preuve d'esprit partisan lorsqu'il présidait la commission du renseignement à la Chambre des représentants. Il s'y montrait particulièrement désobligeant avec les parlementaires démocrates. On l'accuse aussi d'être un pantin dans les mains de Dick Cheney. Le Sénat confirme néanmoins sa nomination par 77 voix « pour » et 17 « contre », dont celles d'Edward Kennedy et d'Hillary Clinton. Il prête serment le 24 septembre 2004.



Porter Goss prête serment, le 24 septembre 2004, devant le directeur de cabinet de la Maison-Blanche Andrew Card

Porter J. Goss ne sera pas seulement le patron de la CIA, mais aussi le directeur général du renseignement. À ce titre, il chapeautera les quinze principales agences de renseignement et contrôlera un budget annuel de 30 milliards de dollars.

Le choix de M. Goss par le président Bush Jr doit s'interpréter en fonction de la conjoncture immédiate et des projets futurs. Le nouveau directeur du renseignement doit d'abord pacifier les relations entre l'Agence et la Maison-Blanche. Puis, il devra s'attaquer à une cible prioritaire pour laquelle il dispose des compétences requises, notamment linguistiques. Ainsi, Bill Clinton avait nommé George Tenet à la veille de la guerre contre la Yougoslavie parce qu'il parlait le Kosovar (ou plus exactement l'Albanais). Aussi, le cinéaste Michael Moore a provoqué l'hilarité et suscité une polémique en diffusant un entretien qu'il avait enregistré, il y a plusieurs mois, avec M. Goss. Il lui faisait dire que l'ennemi principal est Al Qaïda et qu'il faudrait donc aujourd'hui un directeur arabophone à la CIA. Porter J. Goss parle, lui, le Français et a travaillé en qualité d'agent opératif en France. Il ne manque jamais une occasion de dénoncer la politique étrangère de la France.

[1] « *Skull and Bones, l'élite de l'Empire* », *Voltaire*, 8 juillet 2004.

[2] « Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa propre population », *Voltaire*, 5 novembre 2001.

[3] « Sobre un retrato del Che » par José Saramago, *Voltaire*, novembre 2003.

[4] « Stay-behind, les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[5] *Pakistani president meets US congressmen*, AFP, 28 août 2001.

[6] « India helped FBI trace ISI-terrorists link », *The Times of India*, 9 octobre 2001.

[7] « John Ashcroft dans le secret des dieux », *Voltaire*, 2 février 2004.

[8] « Madelin et Lellouche contre Chirac », *Voltaire*, 15 avril 2003.

[9] « Un nouveau livre contre l'Arabie saoudite », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Un moment de vérité risqué pour Israël

Analyse

La question de la sincérité de l'élection présidentielle états-unienne refait surface. En 2000, elle avait été notoirement truquée dans de nombreux États et particulièrement en Floride. En définitive, la Cour suprême avait nommé George W. Bush en refusant de prendre en compte le vote des électeurs de Floride qui ne fut comptabilisé que beaucoup plus tard, montrant qu'Al Gore avait gagné en nombre de voix et de grands électeurs. Seuls les parlementaires du Black Caucus s'en étaient émus. Les anciens présidents James Carter et Gerald Ford avaient été chargés d'émettre des propositions, mais malgré leur rapport et le vote d'une loi *ad hoc*, les choses n'ont pas été améliorées. Elles ont empiré.

Curieusement, la campagne fait rage depuis un an, comme si l'équipe Bush, arrivée frauduleusement à la Maison-Blanche, pouvait être renvoyée démocratiquement. Un mois avant le scrutin, la presse nationale états-unienne avec une touchante naïveté s'enquiert de ce que le pays n'est plus une démocratie.

Dans le *Washington Post*, Jimmy Carter rappelle à ses concitoyens que les États-Unis donnent des leçons de démocratie à l'humanité entière et en sont la risée. Dans le *Los Angeles Times*, Ann Louise Bardach souligne que, dans la tradition raciste qui est la sienne, la Floride du gouverneur Jeb Bush s'applique à écarter les noirs des urnes.

Le romancier et diplomate mexicain Carlos Fuentes explique aux lecteurs du *Los Angeles Times* que les Latino-américains n'ont aucune animosité à l'encontre des États-Uniens, malgré les souvenirs de l'impérialisme passé et les déséquilibres du présent. Le problème est ailleurs. Les Latino-américains sont effrayés par la politique étrangère de l'administration Bush parce qu'en rejetant

explicitement les principes de l'ONU, elle prive les États faibles de tout espoir. Il plaide donc pour un retour au multilatéralisme.

Cependant, une analyse sincère montre que ce n'est pas non plus là le problème. L'alternative unilatéralisme/multilatéralisme renvoie au débat électoral Bush/Kerry et à deux formes d'exercice du même projet impérial. Le multilatéralisme, que réclament aussi les élites européennes, peut devenir un moyen pour certains groupes sociaux étrangers de s'associer à la domination états-unienne. Non, la question comme l'évoque Fuentes sans aller au bout de sa logique, c'est l'alternative entre le droit du plus fort et le droit tout court.

Le *Jerusalem Post* répercute dans ses colonnes le débat sur un éventuel référendum en Israël pour approuver ou infirmer le plan Sharon de retrait unilatéral de Gaza. Ammon Rubinstein du parti laïque Shinoui se prononce pour ce type de consultation, tandis que le travailliste Shlomo Avineri, proche de Washington, s'y oppose. En tout état de cause le chemin vers un référendum serait d'autant plus long que cette procédure n'existe pas, aujourd'hui, dans le droit israélien. Il faudrait donc avant tout que la Knesset l'institue. Mais la procédure référendaire bouleverserait la politique israélienne.

En premier lieu, elle créerait un déséquilibre institutionnel en rendant le gouvernement directement responsable de sa politique devant le peuple et en affaiblissant le Parlement avec les dangers que cela comporte dans un pays en guerre perpétuelle. Deuxièmement, elle mettrait en évidence le gouffre séparant les états-majors des partis politiques -tous puissants à la Knesset- des électeurs et ferait apparaître le caractère purement formel de la prétendue démocratie israélienne. De tout cela, il s'ensuivra une crise politique, un moment de vérité, que certains peuvent souhaiter, mais que nul ne peut contrôler.

De son côté l'amiral Ami Ayalon, ancien patron des services secrets militaires, sans entrer dans le débat constitutionnel, s'inquiète de la légitimité du plan Sharon. Celui-ci ne peut réussir s'il ne rassemble pas la population israélienne en offrant des perspectives à toutes ses composantes. Or, observe l'auteur dans le *Daily Star*, la manifestation des colons à Jérusalem laisse craindre une guerre civile.

L'oppression israélienne des Palestiniens pose un grave problème aux juifs français dont beaucoup sont tiraillés entre la solidarité qu'ils éprouvent pour l'État juif et l'horreur que leur inspire sa politique. *Le Monde* donne la parole à quelques voix critiques. L'ambassadeur Stéphane Hessel se fait donneur de leçons pour implorer Tel-Aviv de s'engager dans une voie pacifique dont on comprend bien qu'elle permettrait à la fois de résoudre les problèmes de cette région et les états d'âme qu'ils suscitent chez l'auteur. Un millier de personnes rassemblées au sein du collectif « Une autre voix juive » affirment, quant à elles, leur obsession d'une paix juste et durable. Leur texte est beaucoup plus direct, mais provoque pourtant chez le lecteur une sensation de malaise. C'est qu'il s'adresse à plusieurs publics à la fois : les protagonistes au Proche-Orient auxquels il s'agit de faire entendre raison ; les concitoyens français dont on espère qu'ils ne rendent pas les juifs français responsables des crimes israéliens ; et une faction bruyante de la communauté juive française qui s'identifie à Israël.

En définitive, ces tribunes libres ne nous apprennent rien que nous ne sachions déjà sur ce sujet. Mais elles montrent que même des personnalités juives ayant une réflexion approfondie sur ces questions sont constamment obligées de se

justifier pour en parler. Une gêne qui n'a rien à voir avec une communauté, mais avec un sujet, et que nous ressentons nous aussi lorsque nous écrivons sur la Palestine.

Réseau Voltaire

Jimmy Carter



Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

« Toujours à la recherche d'un vote équitable en Floride »

Source : Washington Post

, The Guardian

Référence : « Still Seeking a Fair Florida Vote », par Jimmy Carter, *Washington Post*, 27 septembre 2004.

« Florida will not play fair », *The Guardian*, 28 septembre 2004.

Après la débâcle de Floride, il y a quatre ans, on avait demandé à l'ancien président Gerald Ford et à moi de diriger une commission chargée d'émettre des recommandations sur les modifications à apporter au processus électoral états-unien. Nos conclusions avaient été reprises dans l'*Help America Vote Act* de 2002, mais beaucoup de mesures exigées par ce texte ne sont pas appliquées faute de financement. Les problèmes rencontrés en 2000 semblent donc devoir se reproduire.

Le **Carter Center** a surveillé plus de 50 élections de par le monde dans des régions troublées. À chaque fois, nous avons été interrogés sur les élections en Floride. Il s'avère que le Carter Center n'a pas les moyens de contrôler les élections en Floride et que les exigences internationales pour une élection juste ne sont pas rassemblées en Floride. Les plus importantes d'entre elles sont :

- ▶ Une commission électorale non-partisane responsable de l'organisation du scrutin. En Floride, cette instance est partisane et viole les besoins élémentaires d'autorités non-biaisées et reconnues.
- ▶ L'uniformité dans les procédures de vote pour que tous puissent voter dans les mêmes conditions. Ce n'était pas le cas en 2000.

En Floride aujourd'hui, le vote est contrôlé par **Glenda Hood**, qui soutient la campagne de **George W. Bush** et **Dick Cheney** et les listes électorales sont expurgées des électeurs noirs. Ce n'est pas ce que les États-Unis, qui se targuent d'être un exemple de démocratie, doivent montrer au monde.

Ann Louise Bardach



Journaliste et écrivain spécialiste de Cuba, Ann Louise Bardach est la correspondante en Floride pour les questions politiques pour le magazine *Slate*. Elle est co-auteur de *Cuba Confidential : Love and Vengeance in Miami and Havana*.

« Comment les Républicains de Floride empêchent les noirs de voter »

Source : Los Angeles Times

Référence : « How Florida Republicans Keep Blacks From Voting », par Ann Louise Bardach, *Los Angeles Times*, 26 septembre 2004.

Les républicains de Floride s'inquiètent du vote des noirs à la prochaine élection. En 2000, ils ont voté à 92 % pour Al Gore et cette année, tout indique qu'ils aiment encore moins Bush qu'à l'époque. C'est pourquoi les démocrates de l'État s'inquiètent de la façon dont **Jeb Bush** et sa secrétaire d'État **Glenda Hood** vont limiter les effets du vote noir le 2 novembre.

La politique la plus efficace dans ce domaine pour les républicains est de priver les personnes ayant un casier judiciaire de leurs droits civiques. Une loi d'autant plus efficace que la Floride a l'honneur douteux d'être l'État comptant le plus de personnes dans ce cas : 5 % de la population. Aujourd'hui, 600 000 personnes (sans compter les 82 000 détenus) sont dans ce cas et 58 % sont noirs. Quel que soit le délit ou le crime, ils ne peuvent plus voter, à moins de réussir un parcours du combattant administratif. Cette politique affecte les noirs de manière disproportionnée.

Pour pouvoir retrouver le droit de vote, il faut passer devant le « Conseil de clémence », mais cette commission ne se réunit que 4 fois par an pour traiter 50 cas. Elle est composée exclusivement de républicains qui disposent d'un pouvoir discrétionnaire de rejet des demandes. Cela a pour conséquence de donner au frère du président le droit de décider qui a le droit de vote ou non. Cette mesure est l'héritière de la vieille tradition juridique de Floride qui cherche à exclure les noirs du vote depuis la fin de la Guerre civile.

Glenda Hood a transmis une liste 48 000 personnes qui devait être rayées des listes électorales. Cette liste, qu'il fut difficile de rendre publique, ne comprenait que 61 hispaniques et visait essentiellement les noirs. Seuls les plus actives des personnes ayant un casier peuvent espérer retrouver le droit de vote, ce qui est d'autant plus difficile que la plupart viennent de familles pauvre sans éducation.

Carlos Fuentes



Ancien ambassadeur du Mexique en France, Carlos Fuentes est un romancier et un critique littéraire. Il est l'auteur récemment de *My Years With Laura Diaz* et de *Contra Bush*.

« Vous nous effrayez »

Source : Los Angeles Times

Référence : « You Scare Us », par Carlos Fuentes, *Los Angeles Times*, 26 septembre 2004.

Les États-Unis sont forts, l'Amérique latine est faible. Voilà la vérité de base qui déséquilibre leurs relations. En Amérique latine, il n'y a pas d'animosité irrationnelle contre les États-Unis, il n'y a pas de jalousie, ni de fascination non plus. Le problème dans nos relations vient de la politique étrangère de Washington.

Les États-Unis sont le Dr. Jekyll dans leurs frontières et Mr Hyde en dehors. Tout au long de leur histoire, ils ont eu bien souvent une attitude impérialiste à l'égard de leurs voisins du Sud. Toutefois, à l'époque de Roosevelt, les États-Unis avaient tenté de convaincre les pays d'Amérique latine de participer à la Seconde Guerre mondiale par la négociation et pas par la confrontation, puis ils avaient contribué à créer l'ONU sous Truman. Même si les États-Unis ont parfois violé les principes de l'ONU pendant la Guerre froide, ils se refusaient à les rejeter catégoriquement. Voilà ce qui est si choquant avec l'administration Bush pour les pays d'Amérique latine : le soutien à des dictatures brutales par le passé avait laissé des traces, mais jamais les États-Unis n'avaient renoncé explicitement aux principes des Nations unies, c'est désormais chose faite et Washington ne s'en cache pas. Dans de telles conditions, l'Amérique latine perd son seul moyen d'influencer Washington.

L'unilatéralisme devient la règle alors que la globalisation exige le multilatéralisme. Les dirigeants d'Amérique latine demandent un retour au multilatéralisme pour le bien du monde et ils trouvent un écho en Amérique du Nord fort heureusement. Il sera important de rétablir le respect du droit quand Bush et ses sbires belliqueux seront partis.

Amnon Rubinstein



Journaliste et juriste israélien, Amnon Rubinstein est député à la Knesset. Il a été ministre de la Communication

« Devrions-nous avoir un référendum ? Oui »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Should we have a referendum : Amnon Rubinstein says yes », par Amnon Rubinstein, *Jerusalem Post*, 27 septembre 2004.

Pour commencer, il est utile de rappeler que pour que l'armée se retire de Gaza, une décision du seul gouvernement est suffisante, même sans l'avis de la Knesset. Par contre, pour que des compensations soient versées aux colons, il

(1984-1988) et il est fondateur du Shinui, un parti israélien dont la spécificité est de se définir comme laïc. Il est chroniqueur régulier pour *Ha'aretz*.

faut l'accord de la commission des Finances de la Knesset même si l'évacuation des colonies ne requiert pas un vote de l'assemblée puisque leur installation s'est faite sans autorisation. Outre ces questions légales, il faut remarquer que sur un sujet aussi polémique, il est préférable que le gouvernement ait le soutien de la Knesset. Toutefois, si le gouvernement et l'assemblée ne parviennent pas à se mettre d'accord, alors la seule solution est le référendum national.

Le retrait de Gaza est typiquement le genre de question qui se prête à un référendum. Au Royaume-Uni, **Tony Blair** a promis de pratiquer également ainsi pour l'entrée de son pays dans la zone euro en dépit du caractère représentatif de la démocratie britannique. Sur les questions fondamentales, il faut faire appel au peuple. En Israël, ce référendum est d'autant plus nécessaire que les comités centraux des partis ont des positions plus extrêmes que celles de leurs électeurs. Cela est dû au fait que parmi les membres du **Likoud**, on compte un bon nombre de personnes qui ne votent pas pour le Likoud.

Il faut un référendum qui pose une question simple, sans manœuvre visant à minimiser l'impact du vote arabe. Cela confèrera à la décision une légitimité totale.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« Devrions-nous avoir un référendum ? Non »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Should we have a referendum : Shlomo Avineri says no », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 27 septembre 2004.

Les referendums sont des outils politiques légitimes, même si toutes les démocraties ne les emploient pas. Certains restent cependant sceptiques face à une méthode qui sape la nature représentative des démocraties modernes et est employée par quasiment tous les dictateurs modernes. Elle permet de se donner une apparence démocratique et les régimes arabes l'ont employée régulièrement.

Toutefois, à l'heure actuelle, Israël n'a pas de loi sur le référendum. Il faudrait donc d'abord la faire adopter par la Knesset. Or, aujourd'hui, la Knesset n'a pas de majorité nette sur le retrait de Gaza et les divisions sur cette question se retrouveraient dans le débat sur le référendum. Ensuite, il faudrait déterminer qui rédigera la question et comment elle sera formulée. Le choix le plus évident serait de laisser ce soin à la Cour suprême, mais aujourd'hui cette institution est perçue avec suspicion par une partie de l'opinion publique comme faisant la promotion des idées laïques et libérales.

Autre problème, si le gouvernement soutient un référendum et qu'il est rejeté, cela devrait entraîner logiquement sa démission. Une telle situation remettrait en cause notre équilibre institutionnel et constitutionnel. Bref, la solution du référendum deviendrait vite un problème.

Ami Ayalon



Ami Ayalon est ancien amiral de la marine israélienne et directeur du Shin-Bet. Il copréside avec Sari Nusseibeh le mouvement Mifkad, une organisation israélienne défendant la solution des deux États.

« Les devoirs de désengagement de Sharon »

Source : Daily Star

Référence : « Sharon's pre-disengagement duties », par Amy Ayalon, *Daily Star*, 27 septembre 2004.

Il y a dix jours, lors d'une grande manifestation, les participants et leur porte-parole ont demandé à **Ariel Sharon** de renoncer à son plan de désengagement de Gaza sous peine de provoquer une guerre civile en Israël. Pourtant, le texte de Sharon est une étape très importante qui peut nous mener à la naissance d'un État véritablement démocratique tout en restant juif.

Je voudrais par conséquent proposer à Sharon un certain nombre de mesures qui permettraient d'appliquer ce plan de retrait sans provoquer de guerre civile :

- ▶ Sharon doit expliquer ses objectifs à long terme et en quoi le retrait de Gaza rentre dans une stratégie large. Il doit préciser quelle est sa vision de la résolution du conflit israélo-palestinien et quel Israël devra en découler.
- ▶ Il faut prouver aux colons que la nation soutient sa politique, il faut donc une majorité nette à la Knesset ou une élection sur ce sujet.
- ▶ Il faut reconnaître la contribution des colons à la réalisation du rêve sioniste et leur demander de participer au nouveau rêve sioniste.
- ▶ Sharon doit s'expliquer sur sa politique et sur les accusations de corruption le concernant afin de dissiper l'atmosphère lourde autour de lui qui existe aujourd'hui.

Je pense que le plan de Sharon peut aider Israël, mais qu'il doit être mené sérieusement.

Stéphane Hessel

Ancien résistant et déporté durant la Seconde Guerre mondiale, Stéphane Hessel a été diplomate français à l'ONU. Il est membre du Collegium international éthique, scientifique et politique.

« Pour l'honneur d'Israël »

Source : Le Monde

Référence : « Pour l'honneur d'Israël », par Stéphane Hessel, *Le Monde*, 28 septembre 2004.

Je reviens d'un séjour en Israël et en Palestine où j'ai pu mesurer l'exaspération que l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie imposent tant aux Palestiniens qu'aux Israéliens qui militent courageusement contre le « Mur » et pour la paix. Je veux dire aux dirigeants du gouvernement israélien, aux membres de la Knesset et aux commandants en chef de Tsahal qu'Israël a perdu le respect et la sympathie de millions de juifs dans le monde qui avaient de tout cœur applaudi la création de cet État.

Nous pensons alors assister à la naissance d'une démocratie moderne fondée sur la convergence des valeurs éthiques plurimillénaires de la foi juive et de celles de la Charte de l'ONU, mais vos prédécesseurs et vous-même avez manqué au devoir de tenir compte des frustrations infligées aux habitants de la partie de la Palestine qui est devenue l'État d'Israël, en leur refusant la plénitude des droits civiques. Vous avez fait l'usage de votre écrasante supériorité militaire pour imposer une occupation et l'implantation de colonies aux habitants de l'autre partie de la Palestine. Vous avez oublié les commandements du droit humanitaire et répliqué à des attentats-suicide inacceptables par des représailles également inacceptables, alimentant ainsi l'incendie

Il est grand temps que vous preniez conscience du mal que tout cela fait à l'image d'Israël dans le monde et à ses perspectives d'avenir. Vous devez changer de politique pour vous rapprocher des solutions de la « **feuille de route** » ou de celles de **Yossi Beilin** et de **Yasir Abed Rabbo**. Ce résultat ne peut être atteint que par une négociation de bonne foi avec les dirigeants palestiniens responsables et sous l'égide des Nations unies. Toute action unilatérale telle que l'évacuation de quelques colonies arbitrairement choisies ne peut être considérée comme un premier pas que si elle inclut la claire volonté de discuter avec vos partenaires de l'ensemble des mesures qui conduiront à un règlement définitif.

Une autre voix juive

Une autre voix juive est une organisation de juifs français opposés à la politique du gouvernement israélien, dénonçant la confusion entre judaïsme et sionisme et demandant la création d'un État palestinien.

« **N'abandonnons pas l'obsession d'une paix juste et durable** »

Source : Le Monde

Référence : « N'abandonnons pas l'obsession d'une paix juste et durable », par « Une autre voix juive », *Le Monde*, 28 septembre 2004. Ce texte est le résumé d'un manifeste signé par un millier de personnes.

Parce que nous ne pouvons pas supporter l'horreur devenue quotidienne au Proche-Orient, l'usurpation de la voix juive française par quelques institutions et hommes publics ; parce que une certaine idée de l'humanité et une inquiétude face aux répercussions en France du conflit du Proche-Orient, la résurgence de l'extrême droite et la recrudescence d'actes antisémites nous rassemblent, nous sommes amenés à revendiquer publiquement la part juive de notre identité personnelle et de nous exprimer collectivement.

D'opinions et d'origines diverses, Nous sommes filles et fils de cette République française, qui, dès son origine, a accordé la citoyenneté aux juifs. La position de chacune et chacun d'entre nous face à l'héritage juif est diverse, mais le souvenir de l'extermination, la conviction qu'elle n'appartient à personne, qu'elle ne peut justifier aucun nationalisme, nous font un devoir de parler comme nous le faisons. Certains d'entre nous ont un attachement à Israël que d'autres n'ont pas et certains récusent même le principe du projet sioniste, mais nous reconnaissons au peuple israélien le droit à un État aux frontières sûres et reconnues, dans le cadre des résolutions de l'ONU. Toutefois, nous nous

révoltons contre l'oppression coloniale dont souffrent les Palestiniens et nous ne croyons pas que l'on combatte l'antisémitisme en laissant les Israéliens devenir un peuple d'opresseurs. Nous soutenons tous ceux qui, en Israël, en Palestine et ailleurs, œuvrent courageusement pour la paix, pour la justice, pour l'égalité des droits, contre la politique criminelle d'**Ariel Sharon**. Nous rejetons les accusations d'antisémitisme contre les démocrates qui critiquent la politique de Sharon et réclament le respect des accords d'Oslo. Nous refusons le jeu de l'actuel gouvernement israélien qui, pour renforcer son potentiel d'expansion, cherche à accroître l'immigration en Israël, et s'accommode des résurgences de l'antisémitisme.

Depuis la parution de notre premier manifeste, en avril 2003, des éléments graves sont apparus, en même temps que des motifs très fragiles d'espoir. Nous voulons appuyer les efforts qui ont conduit au processus de Genève et contribuer à créer un mouvement d'opinion capable d'imposer l'arrêt de la politique de M. Sharon, soutenue par l'actuel président des États-Unis d'Amérique. Par leur politique, Ariel Sharon et **George W. Bush** alimentent le terrorisme. Il faut combattre le terrorisme, mais les assassinats « ciblés » ne sont ni une réponse conforme au droit, ni de nature à enrayer ces crimes. Pour faire cesser ces actes, il faut isoler les terroristes en entamant des négociations qui rendront espoir aux Palestiniens.

Nous condamnons la présentation de la France comme « un pays antisémite », mais cela ne saurait impliquer de notre part aucune forme d'indulgence vis-à-vis du racisme, quelle qu'en soit la forme. Notre solidarité avec le peuple palestinien ne nous entraînera jamais à la moindre collusion avec ceux dont la sollicitude pour la Palestine n'a comme ressort que la haine des juifs. Nous condamnons les forces palestiniennes opposées à l'existence de l'État d'Israël. Il reste que le peuple palestinien :

- ▶ a des droits imprescriptibles sur une terre occupée aujourd'hui par les forces armées du plus surarmé des États du Proche-Orient ;
- ▶ a le droit imprescriptible d'y fonder, dans les conditions garanties par la Charte des Nations unies, l'État de son choix ;
- ▶ a des droits imprescriptibles sur la ville de Jérusalem, capitale à partager ;
- ▶ a le droit de voir ses exilés et ses réfugiés choisir, dans des conditions à négocier, entre un retour viable sur la terre de leurs ancêtres et une juste indemnisation. Tout ce qui s'oppose à la réalisation de ces droits nourrit la guerre sans fin, les atrocités, la haine. Le Mur qui vise à parquer la population palestinienne, à annexer de nouveaux territoires, et qui enferme la population israélienne dans un ghetto doit être démantelé.

La France et l'Union européenne doivent s'investir pour aider la paix au Proche-Orient en demandant l'envoi d'une force internationale.